



## Compte Rendu de la réunion du Comité Social et Economique du 30 mars 2020

La composition de l'assemblée était la suivante :

Représentants de la Direction	
Yolande De Busschop, Présidente	
Carolina De Landsheer, Directrice des Ressources Humaines EMEA	
Kris D'Haene, Ressources humaines France	
Sophie Baquié, assistante RH	
Représentants du Personnel	
Titulaires	
Julie Athanassiadis	
Philippe Ducher	
Olivier Martinez	
Damien Bruvier	
Justin Tessier	
Délégué Syndical	
Olivier Martinez, CFE-CGC	





Ordre du jour du CSE :

1. Approbation du PV de la réunion CSE du 27 Janvier 2020  
Le PV est approuvé à l'unanimité.

2. Information du CSE sur la situation économique de l'entreprise liée à la crise du COVID-19

La direction informe les élus que dans les réunions du CSE nous discutons des entités françaises. Rien ne change pour le moment, tout le monde travaille à temps plein.

Il n'y a pas de problèmes concernant les revenus, les entités sont en « cost + ».

Pour le groupe dans sa totalité, la plupart des usines tournent encore avec une production plus faible, sauf en Malaisie et aux Philippines.

Côté clients, certains envoient des courriers de force majeure surtout dans l'automobile et d'autres ont fermé leurs usines.

Certains clients, notamment dans le médical et le télécom, veulent plus de composants.

Aux US, le semi-conducteur est considéré comme infrastructure critique, ON Semiconductor peut donc continuer à produire.

L'entreprise ne peut pas donner plus de détails car les résultats de Q1 ne sont pas encore disponibles.

Les élus répondent qu'il aurait été utile de partager avec les élus les « Crawls Charts ». Ceux-ci donnent une indication intéressante de l'état des commandes et de la situation de l'entreprise. Il n'est pas forcément nécessaire d'attendre les comptes consolidés de l'entreprise.

Entre les clients qui ferment leurs usines et nos usines de back-end automobile situées en Malaisie et aux Philippines, le site de Toulouse est fortement impliqué dans le secteur de l'automobile, les « Crawls Charts » de la division automobile et une vision sur le 2<sup>ème</sup> trimestre auraient été utiles pour le CSE

La direction répond que pour Q2, avec la crise COVID-19, le redémarrage ne va pas se produire. Mais en plus des revenus, il y a aussi les coûts à prendre en compte.

La direction française ajoute qu'elle n'a pas accès aux résultats financiers avant que le trimestre ne soit clôturé. A ce jour, il n'y a pas de résultats à fournir, nous aurons une meilleure vision d'ici peut-être à 2 ou 3 semaines.

Les élus mentionnent encore une fois que les « Crawls Charts » donnent une indication utile pour l'analyse de la situation économique. Il serait bien de les avoir pour la prochaine réunion de CSE.



3. **Information du CSE suite à la communication de l'entreprise d'un plan d'économie mondial de 90M\$ en plus des 25M\$ décidés en Février, information sur les plans à venir.**

**Au moment de l'annonce du VSP (Voluntary Saving Plan – Plan de Départ Volontaire), la situation était différente. La crise du COVID-19 n'avait pas encore complètement touché la région EMEA (Europe, Moyent-Orient, Afrique). Le top management n'a pas encore finalisé le plan et validé le départ des candidats. Celui-ci est en train de regarder si ce plan est suffisant ou non.**

**La direction ajoute qu'en Europe il n'y a pas eu beaucoup de volontaires. Si le plan n'est pas suffisant il y aura d'autres mesures prises. La direction fera une réunion exceptionnelle dans ce cas.**

**Concernant le VSP, les élus ajoutent qu'en France des plans de départ volontaire peuvent être mis en place mais pas dans les conditions du VSP. Nous ne pouvons pas demander aux salariés français de démissionner pour faire partie du plan, ceux-ci n'ont pas ensuite droit au chômage. De plus au vue des critères de points demandés, l'indemnité proposée est inférieure au minimum conventionnel.**

**L'objectif du CSE est de garder les salariés à leur poste avec les dispositifs mis en place en France. Et si l'entreprise veut mettre en place un plan de départ volontaire en dernier recours, les élus conseillent de valider avec l'avocat de l'entreprise la législation locale. Les élus rajoutent qu'ils ont trouvé « hallucinant » que ce plan soit proposé.**

**La direction répond que c'est pour ça que la France a finalement été exclu. C'était un plan mondial, mais la plupart des personnes éligibles étaient aux US (le concept était fait pour les US). En Europe, il y a eu plus de 20 personnes qui ont postulé. La France, comme d'autres pays, a des règles spécifiques. Mais l'entreprise n'a pas souhaité mettre en place un plan de départ volontaire spécifique à la France.**

4. **Quelles sont les mesures conservatoires envisagées par ON Semiconductor pour faire face à la crise ?**

**Il n'y a pas à ce jour de mesures conservatoires envisagées en dehors des mesures pour que tout le monde puisse continuer à travailler en sécurité.**

5. **Possibles impacts de la crise actuelle pour les salariés des entités ON Semiconductor en France.**

**La direction répond que cette question a été abordé dans les réponses des questions précédentes.**

**S'il doit y avoir des impacts pour les salariés en France, ça ne concernera pas que les salariés Français.**

**L'entreprise regardera ce que les gouvernements ont mis en place pour adapter les mesures localement.**



**Le CSE répond que les élus sont prêts à discuter avec la direction de futures mesures si nécessaire avec l'objectif de sauvegarder les emplois.**

**Les élus rappellent que des postes étaient ouverts en France dans la R&D avant la crise. Si nous faisons partir des personnes supplémentaires avec des mesures d'économies, il y a peu de chance qu'à la reprise les besoins aient disparu. Recruter des ingénieurs expérimentés ce n'est pas facile.**

**La direction répond qu'il faut avoir la vision globale de la situation, et pour le moment nous ne savons pas quand l'économie va pouvoir repartir.**

**Toulouse, le 30 Mars 2020**



**Yolande De Busschop**  
Présidente



**Olivier Martinez**  
Secrétaire du CSE

